

# "AVEC MACRON, LA FRACTURE VA CONTINUER À SE CREUSER"



hannah.asseoline

**CHRISTOPHE  
GUILLUY**

\* *Le Crépuscule de la France d'en haut*, Champs-Flammarion, (septembre 2016) 250 p., 7 €.

Selon le géographe Christophe Guilluy, la carte des résultats d'Emmanuel Macron à la présidentielle reflète la carte économique et sociale du pays. Avec, dans les villes, la France qui va bien, en phase avec la mondialisation et, en périphérie, les classes populaires qui mettent en place une économie de la fragilité sociale. Entretien.

**Marianne : Que peut changer l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron pour la France périphérique ?**

**Christophe Guilluy :** Le second tour de l'élection présidentielle est très parlant. On a pu observer la structuration de l'électorat selon la dynamique économique et sociale à l'œuvre depuis trente ans. La carte issue du vote Macron recoupe celle des métropoles : elles sont identiques. A Paris, 90 % des suffrages exprimés vont à Emmanuel Macron. Inversement, dans la France périphérique, là où vivent les classes populaires, son score est sensiblement plus faible que sa moyenne nationale. La disparition de la classe moyenne au sens large, de l'ouvrier à l'employé en passant par le cadre, était actée dans les faits mais masquée par l'alternance au pouvoir de la gauche et de la droite de gouvernement qui disposaient du même logiciel pour organiser le pays dans la mondialisation. Sur ce point, Emmanuel Macron n'est pas novateur : il dispose lui aussi de ce même logiciel libéral et mondialisé. Il y a donc toutes les raisons de croire que la fracture territoriale entre, d'un côté, la France qui va bien, celle des métropoles en phase avec la mondialisation, et, de l'autre, la France périphérique, va continuer à se creuser.

**Comment s'adaptent ces territoires ?**

Dans les territoires loin des grands centres de création de richesse, des solutions ont émergé. Si la petite épicerie bio, cela marche bien dans les grandes métropoles ou dans les coins touristiques, dans la France périphérique, il a fallu trouver autre chose. J'évoque le concept de « localisme » dans mon dernier livre\*. Pour les populations de ces territoires, la sédentarisation forcée tranche avec le nomadisme érigé en modèle et parfaitement en phase avec la mondialisation. A côté de la mutualisation des services publics que La Poste a très tôt mis en œuvre, on observe la mise en place d'une économie de la fragilité sociale. Les « circuits courts » font rêver les bobos qui les idéalisent, mais leur émergence est d'abord une réponse du quotidien des classes populaires fait de chômage, de baisse de pouvoir d'achat, de désengagement de l'Etat. Il y a, par exemple, ces paysans de l'est de la France qui ont monté leur propre supermarché. Jusqu'à leur passage en caisse, les articles demeurent la propriété des producteurs. La structure se rémunère en ponctionnant 30 % du prix payé par les consommateurs. C'est exactement ce qui va se passer à l'avenir : loin de l'utopie, ces évolutions relèvent de l'utilita-



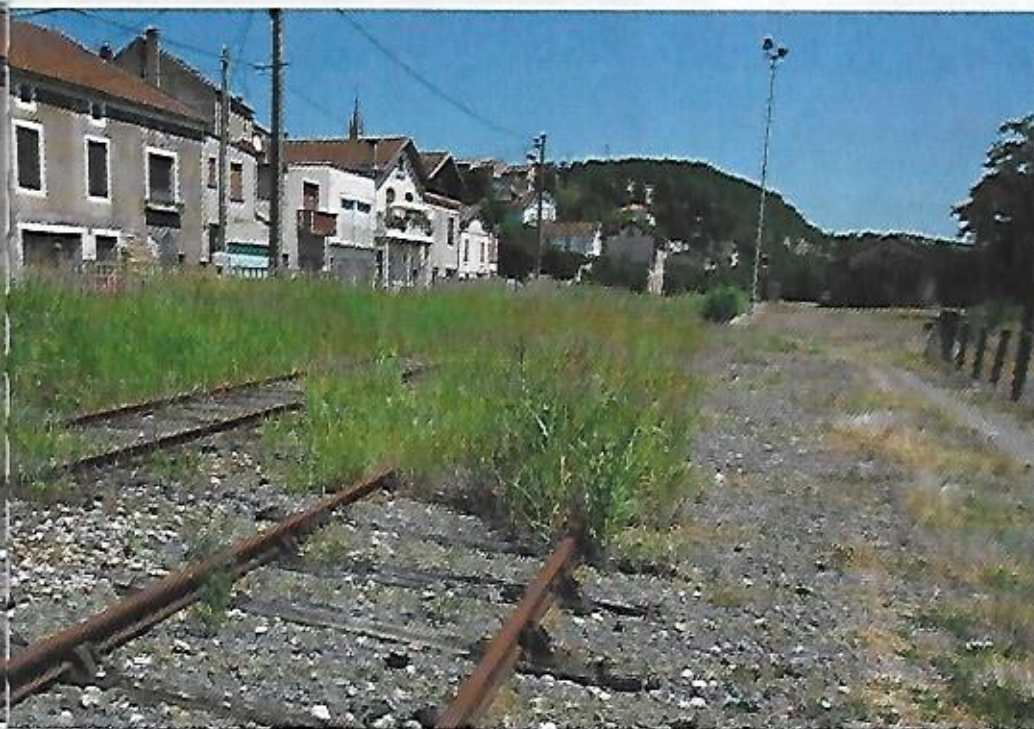
risme. Les nouvelles ruralités lancées par Patrice Joly quand il était président du conseil départemental de la Nièvre relève de cette même analyse. C'est une réflexion autour de la ruralité et de son lien avec la ville.

**Les élus locaux ont-ils déjà pris la mesure de ces changements ?**

Oui. Et depuis longtemps. Bien sûr, tous se battent pour le déploiement des réseaux 4G sur leurs territoires parce qu'il leur faut ne rien négliger. Mais, pour le mesurer au quotidien via des financements qui s'assèchent, eux savent qu'un Etat jacobin sans moyens, c'est la fin de l'aménagement du territoire et des transferts, bref, de la solidarité entre les métropoles, qui entendent conserver leurs richesses, et le reste du pays. Or, pour

# RE TERRITORIALE SER"

"UN ÉTAT JACOBIN SANS MOYENS, c'est la fin de l'aménagement du territoire et des transferts, bref, de la solidarité entre les métropoles et le reste du pays."



photographe / sudouest / marcopp

faire émerger ou accompagner des solutions, il faut un projet et une gouvernance pour le mener à bien. Ces projets nécessitent des investissements et on revient à la question du financement... Quant à la gouvernance, elle se réduit comme peau de chagrin au fur et à mesure que le pouvoir des élus locaux s'amoindrit. Vu de Paris, les départements sont ringards et il y a urgence à les faire disparaître, comme l'évoque l'Elysée. Sans doute est-ce vrai pour le Rhône qui se confond avec Lyon, où les départements de la petite couronne avec Paris. Mais, ailleurs, l'ingénierie pour les projets alternatifs se trouve au sein de ces collectivités, lesquelles connaissent bien mieux les territoires et ont une véritable culture sociale.

## Etes-vous optimiste ?

Le grand marronnage des classes populaires, comme les esclaves fuyant leur plantation, est en marche. C'est une bonne nouvelle pour la clarté des débats. Pas pour ceux qui croient pouvoir continuer à prôner le même modèle de développement à l'œuvre depuis trente ans de mondialisation : tout miser sur les métropoles perçues comme les locomotives des territoires périphériques. Cette théorie du ruissellement de la richesse des territoires en phase avec la mondialisation vers ceux qui en sont exclus et le ruissellement des premiers de cordée vers les pauvres sont les deux faces d'une même pièce. La première ne marche pas plus que la seconde. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL LÉVY

## L'ÉCOLOGIE POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Évoquer les inégalités sociales, environnementales et sanitaires, et les désigner comme insoutenables, tel paraît être l'objectif du livre de Lucas Chancel\*, qui pourrait même apparaître comme un petit manuel de la convergence des luttes, chère aux trotskistes. Ce n'est cependant pas le cas. Le codirecteur du laboratoire sur les inégalités mondiales à l'École d'économie de Paris tente de remettre au cœur de la réflexion sur les politiques de développement durable la question des inégalités sociales. Capturées par les économistes libéraux, les politiques environnementales finissent par être ressenties, souvent à juste titre, par les plus fragiles comme hostiles à leurs intérêts. Une sorte de double peine pour ces populations qui subissent de plein fouet la dégradation de l'environnement. Pour tenter d'y remédier, Lucas Chancel propose une taxe progressive sur les émissions de CO<sub>2</sub> plutôt qu'un marché de droits à polluer. A la clé : plus d'équité et une ressource pour financer la transition énergétique. De telles politiques devraient être élaborées au niveau international, mais d'autres peuvent s'inscrire dans le local. Reprenant l'exemple des établissements de santé ouverts au XIX<sup>e</sup> siècle à destination des classes populaires et qui ont rejoint le service public hospitalier, Lucas Chancel envisage une articulation entre les acteurs du service public et les mouvements locaux de lutte contre les inégalités sociales et environnementales. De quoi alimenter la réflexion des élus de terrain. Mais dans l'esprit de l'économiste qui a vu le risque d'une concurrence entre l'Etat et les collectivités territoriales, il s'agit bien d'une addition des forces plutôt qu'une substitution. ■ E.M.L.

\* *Insoutenables inégalités. Pour une justice sociale et environnementale*, Les Petits Matins, 182 p., 16 €.

